

Conférence de presse sur l'Enquête suisse sur la structure des salaires 2024

Texte de Roland A. Müller, seule la version orale fait foi

Mesdames, Messieurs,

Les nouveaux chiffres de l'Enquête suisse sur la structure des salaires 2024 brossent un tableau clair : le marché du travail suisse fonctionne très bien dans l'ensemble. Le salaire médian mensuel dépasse pour la première fois les 7000 francs. C'est une conclusion importante. Malgré les incertitudes géopolitiques et les tensions économiques, les entreprises sont parvenues à stabiliser et à améliorer les salaires. Cela prouve la grande capacité d'adaptation de notre marché du travail.

La structure des salaires dans son ensemble est également restée remarquablement stable.

L'écart entre les salaires les plus hauts et les salaires les plus bas ne se creuse pas. Bien au contraire : ces dernières années, les salaires faisant partie des 10 pour cent les plus bas ont même augmenté plus fortement, en pourcentage, que ceux des 10 pour cent les plus élevés. C'est un signal très important, en particulier à une époque où de nombreux pays occidentaux sont confrontés à des inégalités croissantes.

La part des emplois dits à bas salaires est tout aussi constante. Elle se maintient depuis plus de 15 ans à environ 10 pour cent. Et là aussi, il faut de prendre du recul : en Suisse, le seuil à partir duquel un poste est considéré comme un bas salaire est d'environ 4700 francs par mois à 100 pour cent. C'est très élevé par rapport aux autres pays du monde.

Nombre de ces postes sont également des emplois d'entrée, de transition ou à temps partiel, par exemple pour les jeunes en début de carrière, les étudiants ou les personnes qui réintègrent le marché du travail. Il est important de le noter : pour beaucoup, ces emplois ne sont pas une fin, mais une porte vers le marché du travail.

La Suisse fait partie des pays affichant la plus grande mobilité sociale dans le monde. En d'autres termes : ceux qui commencent dans une catégorie inférieure ont comparativement de bonnes chances d'évoluer vers le haut grâce à leurs études, leur expérience professionnelle et leur formation continue. Et c'est précisément l'une des caractéristiques essentielles d'un marché du travail qui fonctionne.

Nous constatons également de nets progrès en matière d'égalité.

L'écart salarial entre les femmes et les hommes n'a cessé de diminuer au cours des dernières années. Aujourd'hui, il est encore d'environ 8 pour cent, contre environ 15 pour cent en 2012. Nous n'avons pas encore atteint notre objectif, mais la tendance va clairement dans la bonne direction.

Fait particulièrement réjouissant : dans les groupes d'âge plus jeunes, ces différences sont désormais nettement plus faibles. Cela montre qu'aujourd'hui, les jeunes femmes et les jeunes hommes sont plus susceptibles de suivre des formations similaires, d'assumer des fonctions de même niveau et de suivre des parcours de carrière égaux. Le marché du travail évolue donc structurellement dans une direction qui, à long terme, conduira à une plus grande égalité salariale.

Un point important à retenir : une différence de salaire statistique n'est pas automatiquement synonyme de discrimination. L'ESS montre clairement qu'une grande partie de ces différences s'explique par des facteurs objectifs tels que le secteur, la responsabilité, le statut professionnel et le niveau de formation.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de cas d'inégalité de traitement. Celles-ci doivent être prises au sérieux et combattues. Mais il est important d'engager des discussions en nous basant sur des faits, et de ne pas formuler des jugements trop hâtifs.

Dans l'ensemble, nous sommes très bien positionnés par rapport aux autres pays.

Les salaires en Suisse, même en tenant compte du pouvoir d'achat, figurent toujours parmi les plus élevés au monde. Et ce, avec un taux d'activité record.

En d'autres termes : il y a peu d'autres pays où autant de personnes travaillent et gagnent des revenus aussi élevés.

Ce n'est pas une coïncidence. C'est le résultat de notre marché du travail libéral, de notre solide formation professionnelle, de notre capacité d'innovation et d'un partenariat social qui fonctionne.

Mais pour que cela reste ainsi, il faut les bonnes conditions-cadres :

- Nous avons besoin de relations stables et fiables avec l'UE, notre principal partenaire économique.
- Nous avons besoin de moins de bureaucratie pour que les entreprises puissent investir leur énergie dans la création de valeur plutôt que dans des formulaires.
- Nous avons besoin de marchés du travail flexibles qui permettent aux entreprises de réagir aux changements.
- Et nous avons besoin d'une formation professionnelle solide pour garantir la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée à long terme.

Si nous maintenons et développons ces fondations, la Suisse restera à l'avenir un pays avec des salaires élevés, un taux d'emploi important et des possibilités réelles d'évolution pour une large partie de la population.

Merci beaucoup.